

Par décret n° 2004-315 du 9 février 2004.

Le colonel pharmacien Gritli Nassereddine est chargé des fonctions de chef de service de laboratoire d'hématologie au sein de l'hôpital militaire principal d'instruction de Tunis.

Par décret n° 2004-316 du 9 février 2004.

Le lieutenant colonel médecin Balma Ahmed est chargé des fonctions de chef de service des urgences au sein de l'hôpital militaire principal d'instruction de Tunis.

Par décret n° 2004-317 du 9 février 2004.

Le lieutenant colonel médecin Ben Brahim Habib est chargé des fonctions de chef de service de médecine nucléaire au sein de l'hôpital militaire principal d'instruction de Tunis.

Par décret n° 2004-318 du 9 février 2004.

Le lieutenant colonel médecin Berrayes Naoufel est chargé des fonctions de chef de service d'urologie au sein de l'hôpital militaire principal d'instruction de Tunis.

Par décret n° 2004-319 du 10 février 2004.

Le lieutenant colonel pharmacien Kasraoui Souhaïl est chargé des fonctions de chef de service de la pharmacie interne au sein de l'hôpital militaire principal d'instruction de Tunis.

Par décret n° 2004-320 du 9 février 2004.

Le commandant médecin Beji Maheur est chargé des fonctions de chef de service de médecine interne au sein de l'hôpital militaire de Gabès.

Par décret n° 2004-321 du 9 février 2004.

Monsieur Thameur Habib, professeur universitaire en médecine, est chargé des fonctions de chef de service de cardio-vasculaire au sein de l'hôpital militaire principal d'instruction de Tunis.

Par décret n° 2004-322 du 9 février 2004.

Monsieur Douagi Mohamed, maître de conférences agrégé hospitalo-universitaire, est chargé des fonctions de chef de service néonatalogie au sein de l'hôpital militaire principal d'instruction de Tunis.

Par décret n° 2004-323 du 9 février 2004.

Monsieur Rachid Mohamed Radhouane, maître de conférences agrégé hospitalo-universitaire, est chargé des fonctions de chef de service de gynécologie obstétrique au sein de l'hôpital militaire principal d'instruction de Tunis.

Par décret n° 2004-324 du 9 février 2004.

Monsieur Hamdi Mongi, maître de conférences agrégé hospitalo-universitaire, est chargé des fonctions de chef de service de pédiatrie au sein de l'hôpital militaire principal d'instruction de Tunis.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES**

Décret n° 2004-325 du 3 février 2004, portant changement de la vocation d'une parcelle de terre classée dans les autres zones agricoles du gouvernorat de Médenine.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de l'agriculture, de l'environnement et des ressources hydrauliques,

Vu la loi n° 83-87 du 11 novembre 1983, relative à la protection des terres agricoles, telle que modifiée et complétée par la loi n° 90-45 du 23 avril 1990 et par la loi n° 96-104 du 25 novembre 1996,

Vu le code de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, promulgué par la loi n° 94-122 du 28 novembre 1994, telle que modifiée et complétée par la loi n° 2003-78 du 29 décembre 2003,

Vu le décret n° 84-386 du 7 avril 1984, fixant la composition et les modalités de fonctionnement des commissions techniques consultatives régionales des terres agricoles, tel que modifié et complété par le décret n° 93-2600 du 20 décembre 1993, par le décret n° 98-2256 du 16 novembre 1998 et par le décret n° 2001-710 du 19 mars 2001,

Vu le décret n° 88-691 du 7 mars 1988, fixant les zones de sauvegarde des terres agricoles du gouvernorat de Médenine,

Vu le décret n° 91-362 du 13 mars 1991, relatif aux études d'impact sur l'environnement,

Vu l'avis de la commission technique consultative régionale des terres agricoles du gouvernorat de Médenine consigné dans le procès-verbal de sa réunion du 24 janvier 2004,

Vu l'avis du ministre de l'intérieur et du développement local,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier. - Est changée, la vocation de la parcelle de terre classée dans les autres zones agricoles, sise à la région d'Aghir de la délégation de Djerba Midoune au gouvernorat de Médenine, d'une superficie de 6 ha 67 ares 28 ca, telle qu'elle est indiquée sur le plan annexé au présent décret, et ce, pour l'implantation d'un projet médical.

Art. 2. - Les plans d'aménagement urbain doivent prendre en considération les dispositions prévues par le présent décret.

Art. 3. - Les ministres de l'intérieur et du développement local et de l'agriculture, de l'environnement et des ressources hydrauliques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 3 février 2004.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 2004-326 du 9 février 2004, portant intégration des périmètres communaux de Masdour, Ghomrassen, Fernana, Bou Merdas et Bou Argoub dans les circonscriptions de l'office national de l'assainissement.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de l'agriculture, de l'environnement et des ressources hydrauliques,

Vu la loi n° 75-33 du 14 mai 1975, portant promulgation de la loi organique des communes, telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 85-43 du 25 avril 1985 et la loi organique n° 91-24 du 30 avril 1991 et la loi organique n° 95-68 du 24 juillet 1995,

Vu la loi n° 93-41 du 19 avril 1993, relative à l'office national de l'assainissement et notamment son article 7,

Vu le décret n° 57-146 du 31 décembre 1957 (8 djoumada II 1377) portant création d'une commune à Bou Merdas,

Vu le décret n° 68-202 du 22 juin 1968, portant création d'une commune à Fernana,

Vu le décret n° 75-245 du 25 avril 1975, portant création d'une commune à Ghomrassen au gouvernorat du Médenine,

Vu le décret n° 80-462 du 23 avril 1980, portant création d'une commune à Argoub du gouvernorat de Nabeul,

Vu le décret n° 85-588 du 8 avril 1985, relatif à la création d'une commune à Masdour du gouvernorat de Monastir,

Vu le décret n° 2001-419 du 13 février 2001, fixant les attributions du ministère de l'agriculture,

Vu le décret n° 2002-2129 du 23 septembre 2002, portant rattachement de structures relevant de l'ex-ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire au ministère de l'agriculture, de l'environnement et des ressources hydrauliques,

Vu le décret n° 2002-2200 du 7 octobre 2002, portant désignation de l'autorité de tutelle sur les entreprises publiques et les établissements publics à caractère non administratif,

Vu les délibérations des conseils municipaux de Masdour, Ghomrassen, Fernana, Bou Merdas et Bou Argoub dans leurs séances respectives du 19 décembre 2002, du 28 décembre 2002, du 13 janvier 2003 et 28 février 2003,

Vu l'avis du ministre de l'intérieur et du développement local,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier. - Les périmètres communaux de Masdour, Ghomrassen, Fernana, Bou Merdas et Bou Argoub sont intégrés dans les circonscriptions d'intervention de l'office national de l'assainissement à partir de l'exécution du présent décret.

Art. 2. - Les ministres de l'intérieur et du développement local et de l'agriculture, de l'environnement et des ressources hydrauliques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 9 février 2004.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 2004-327 du 9 février 2004, portant changement de la vocation d'une parcelle de terre classée dans les autres zones agricoles du gouvernorat de Nabeul.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de l'agriculture, de l'environnement et des ressources hydrauliques,

Vu la loi n° 83-87 du 11 novembre 1983, relative à la protection des terres agricoles, telle que modifiée et complétée par la loi n° 90-45 du 23 avril 1990 et par la loi n° 96-104 du 25 novembre 1996,

Vu la loi n° 94-122 du 28 novembre 1994, portant promulgation du code de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme,

Vu le décret n° 84-386 du 7 avril 1984, fixant la composition et les modalités de fonctionnement des commissions techniques consultatives régionales des terres agricoles, tel que modifié et complété par le décret n° 93-2600 du 20 décembre 1993, par le décret n° 98-2256 du 16 novembre 1998 et par le décret n° 2001-710 du 19 mars 2001,

Vu le décret n° 86-104 du 16 janvier 1986, fixant les zones de sauvegarde des terres agricoles du gouvernorat de Nabeul,

Vu le décret n° 91-362 du 13 mars 1991, relatif aux études d'impact sur l'environnement,

Vu l'avis de la commission technique consultative régionale des terres agricoles du gouvernorat de Nabeul consigné dans le procès-verbal de sa réunion du 26 avril 2003,

Vu l'avis du ministre de l'intérieur et du développement local,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier. - Est changée, la vocation de la parcelle de terre classée dans les autres zones agricoles, sise à la délégation de Slimene au gouvernorat de Nabeul, d'une superficie de 100 ha, telle qu'elle est indiquée sur le plan annexé au présent décret, et ce, pour l'implantation d'une zone industrielle.

Art. 2. - Les plans d'aménagement urbain doivent prendre en considération les dispositions prévues par le présent décret.

Art. 3. - Les ministres de l'intérieur et du développement local et de l'agriculture, de l'environnement et des ressources hydrauliques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 9 février 2004.

Zine El Abidine Ben Ali